

L'intérêt des partenaires commerciaux et des investisseurs étrangers devrait être ravivé par les prévisions économiques relativement favorables pour 2002 et les années suivantes, le climat économique stable ainsi que la volonté du gouvernement sud-africain de régler les questions de privatisation et de déréglementation tout en poursuivant son objectif à long terme d'attirer les investisseurs. Le marché intérieur se caractérise par une concurrence accrue dans pratiquement tous les domaines d'activité, et la nécessité d'améliorer ou de bâtir des infrastructures locales — déjà de loin les meilleures de tout le continent — améliorera les perspectives de croissance économique. Avec ses 43 millions d'habitants, son excellente infrastructure et son environnement propice aux affaires, le marché de l'Afrique du Sud est le choix naturel d'un nombre croissant d'entreprises en quête d'un point de départ pour se lancer en affaires sur le continent, comme en témoigne la multitude d'entreprises canadiennes et étrangères qui ont choisi d'établir leur quartier général africain à Johannesburg. De loin l'économie la plus avancée, la plus diversifiée et la plus productive d'Afrique, l'Afrique du Sud se caractérise par des normes et des pratiques commerciales semblables à celles des pays développés.

Le pays peut prendre appui sur son secteur financier sophistiqué, doté d'institutions financières bien établies et d'une bourse de valeurs mobilières (Johannesburg Stock Exchange) qui se classe parmi les meilleures au monde. Cependant, l'épidémie du VIH/SIDA, l'instabilité régionale, le contrôle des changes et les pénuries de main-d'œuvre qualifiée continueront de poser un défi au gouvernement du Congrès national africain qui cherche à attirer de l'investissement étranger direct en Afrique du Sud.

Membre actif de l'OMC, l'Afrique du Sud prend part au programme financier du Groupe des Vingt, est membre du Groupe de Cairns, préside le Mouvement des pays non alignés et joue un rôle clé dans des organisations commerciales régionales telles que la Southern African Development Community, l'Union douanière d'Afrique australe et l'Association des pays côtiers de l'océan Indien. L'Afrique du Sud a négocié récemment des accords de libre-échange avec des pays autres qu'africains. L'Accord de libre-échange Afrique du Sud-Union européenne est entré en vigueur en janvier 2000. De plus, l'Afrique du Sud a signé un accord de libre-échange avec les pays d'Amérique latine membres du Mercosur en décembre 2000 et a entrepris des consultations avec l'Inde en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange avec ce pays.

L'Afrique du Sud est l'un des principaux intervenants dans le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA), programme mis en place par des dirigeants africains pour favoriser le développement du continent. Le *Plan d'action pour l'Afrique*, annoncé au sommet du G8, à Gênes (Italie) en juillet 2001, a pour

objet de soutenir le NPDA. Les dirigeants du G8 se sont engagés à conserver à l'Afrique une place prioritaire au programme du prochain sommet du G8 qui aura lieu au Canada en juin prochain.

L'Afrique du Sud présente pour le Canada des perspectives intéressantes sur le plan du commerce et de l'investissement, étant donné l'énorme potentiel de ses secteurs de l'exploitation minière, des transports, des télécommunications et du développement de l'infrastructure. Alors que des sociétés comme Placer Dome, McCain, SouthernEra, Hatch et d'autres ont acquis de grandes parts du marché, l'investissement canadien direct en Afrique du Sud a considérablement augmenté ces dernières années. De plus, l'Afrique du Sud investit des sommes considérables au Canada. De grands conglomérats, comme Anglo American/De Beers, BHP Billiton (dont le siège est maintenant à Londres) et Harmony, dont la présence au Canada est déjà bien établie, entendent accroître leurs investissements au Canada. L'Afrique du Sud est de loin le premier partenaire du Canada en Afrique subsaharienne, et si les échanges semblent avoir atteint un plateau ces 18 derniers mois, de nouveaux débouchés se créent chaque jour dans les technologies de l'information et des communications (y compris dans le commerce électronique) de même que dans les secteurs de la santé et de l'environnement, lesquelles répondent aux besoins sociaux du pays. Les relations qu'entretiennent les deux pays sur les plans du commerce et de l'investissement sont facilitées par une chambre de commerce proactive située à Johannesburg, un grand nombre de missions commerciales de part et d'autre ainsi que par des partenariats tels que la Canadian Alliance for Business in South Africa. Enfin, en septembre 1998, le Canada et l'Afrique du Sud concluaient une entente de coopération en matière de commerce et d'investissement, laquelle a établi le cadre d'un dialogue amélioré sur le commerce et l'investissement bilatéraux et multilatéraux.

Accès au marché — résultats obtenus en 2001

- Dans le cadre d'un accord de financement conclu avec l'Agence canadienne de développement international, le Canada a aidé l'Afrique du Sud à élaborer une stratégie industrielle pour le secteur des technologies de l'information, dans l'optique de mieux faire profiter le secteur privé, local comme étranger, des nouveaux débouchés de ce marché.
- Transports Canada, en vertu d'une déclaration d'intention sur la coopération technique dans les transports signée avec le ministère des Transports d'Afrique du Sud, fournit de l'assistance technique à l'Afrique du Sud dans différentes branches des transports, ce qui ouvre des débouchés pour les entreprises canadiennes.